



Syndicat des services publics, Section du Trafic aérien  
Route de l'Aéroport, 5, CP 784, 1215 Genève 15

## 200 millions pour l'Aéroport et combien pour les précaires ?

Cointrin, le 4 mars 2021

C3981

Mesdames et Messieurs les députés.es ;

Le Conseil d'Etat vous demande d'octroyer un crédit de 200 millions de francs pour aider l'Aéroport international de Genève. En même temps, une loi devrait enfin permettre la mise en exécution de l'initiative populaire « Pour un pilotage démocratique de l'Aéroport ».

Alors que des centaines de personnes sont tombées dans la précarité, la direction de l'Aéroport et des multinationales qui y sont actives ont délaissé les plus précaires depuis bientôt un an.

Des millions de deniers publics ont pallié les salaires des employés.es. Plusieurs entreprises ont pourtant licencié du personnel contrevenant ainsi au but des RHT.

La direction de l'Aéroport échappe à tout contrôle démocratique. Les scandales n'ont pas manqué d'entacher sa réputation durant ces dernières années. De l'arrestation du chef de la sûreté, à l'octroi des mandats douteux, aux rapports explosifs de la Cour des comptes et, non pas des moindres, des conflits sociaux ont éclaboussé l'image de notre Aéroport.

De droit public, l'AIG a régulièrement versé des dizaines de millions au Canton. En parallèle, nous assistons à un effacement des salaires et des conditions de travail. Le nombre des conflits sociaux dépasse tous les secteurs, selon les chiffres fournis par la Chambre des relations collectives de travail.

Un réel problème de pilotage paralyse le fonctionnement de notre Aéroport. Des concessions sont octroyées sans transparence dans les chiffres et les conditions. De moins en moins d'entreprises sont signataires de Conventions collectives de travail. Le Conseil d'administration de l'AIG doit appliquer les règles élémentaires des marchés pour l'octroi des concessions.

Nous vous proposons d'exiger une prise en main de la direction de l'Aéroport par le Conseil d'Etat. Le grounding social guette l'Aéroport avec à la clé des licenciements, des contrats à temps partiels imposés, des salaires de misère, au manque de contrôle dans les conditions de travail et de protection sociale.

Nous demandons la création d'un fonds social pour venir en aide aux travailleuses et travailleurs de l'Aéroport qui sont dans le besoin.

Aucune aide ne doit servir les entreprises qui licencient, qui ont des finances opaques, qui taillent dans la protection sociale et qui pratiquent la sous-enchère salariale.

En vous priant de tenir compte des souhaits du personnel à l'AIG, recevez, Mesdames et Messieurs les députés.es l'expression de notre parfaite considération.

Syndicat des services publics, Jamshid POURANPIR, secrétaire syndical

Expédié le:		Session GC: 4-5.03.2021	
Président	X	Députés (100)	
Correspondance GC	X	Bureau	X
Secrétariat		Chefs de groupe	X
Commission:			
Objet: PL 12876			
Copie à:			